

MONDE

« L'attitude du gouvernement est lamentable »

Entretien avec Jairo Ramirez, responsable de l'Assemblée permanente de la Société civile colombienne pour la paix.

Comment réagissez-vous à la décision du président Colombien de mettre fin aux médiations de Chavez et de Cordoba ?

Jairo Ramirez. La décision d'Alvaro Uribe n'est pas une surprise car nous la pressentions depuis quelque temps déjà. Ces derniers jours il avait laissé entendre qu'il n'était pas d'accord avec la médiation de Hugo Chavez. L'ambassadeur des États-Unis en Colombie a fait également pression, en déclarant que la gestion du président vénézuélien ne donnait pas de résultats. L'attitude du gouvernement est lamentable car elle condamne les séquestrés à des années supplémentaires de captivité.

Pourquoi alors l'avoir mandaté ?

Jairo Ramirez. En réalité, Hugo Chavez ne figurait pas dans les plans du président. C'est Piedad Cordoba, une fois désignée par Uribe, qui a demandé à Chavez de participer à cette initiative. Piedad Cordoba et le président Chavez ont agi avec doigté et multiplié les contacts avec les chefs d'État d'Amérique latine et au-delà. Alvaro Uribe a senti que cette médiation lui échappait car il ne pensait pas qu'elle irait aussi loin. Il a alors cherché n'importe quel prétexte pour casser cette médiation.

Est-il à craindre qu'Alvaro Uribe ne veuille pas de l'accord humanitaire ?

Jairo Ramirez. Depuis cinq ans qu'Uribe est au gouvernement, il ne s'est jamais déclaré en faveur de l'accord humanitaire. Avant Chavez, d'autres personnalités ont tenté des médiations. Ils ont tous échoué en raison de l'immobilisme des FARC mais également du gouvernement. Alvaro Uribe a toujours opté pour le sauvetage par la force. Seule la force militaire est valable à ses yeux, alors que cette méthode a déjà coûté la vie à vingt-cinq séquestrés. Le président Uribe prétexte que si Chavez se réunit avec la guérilla, alors qu'il les considère comme des terroristes, cela délégitimerait sa politique de « sécurité démocratique ». Le gouvernement a toujours avancé le concept de guerre pour sortir du conflit. Une attitude dogmatique.

Selon vous, l'actualité colombienne a-t-elle influencé sa décision ?

Jairo Ramirez. Bien sûr. Le président joue avec le scandale de la parapolitique. Lorsque le thème de la parapolitique est sur le devant de la scène, il brandit la question de l'accord humanitaire. Il s'agit pour lui de distraire l'attention de l'opinion publique pour lui faire oublier que déjà plus de 40 parlementaires de la majorité gouvernementale font l'objet d'une enquête judiciaire pour lien dans des crimes du paramilitarisme.

Peut-il revenir sur sa décision ?

Jairo Ramirez. Tout dépend maintenant du degré des pressions qu'exerceront sur le gouvernement les opinions publiques colombienne et internationale.

Entretien réalisé par C. Ce.